

## MOÏSE ET L'ÉGYPTIEN\*

Richard Marienstras

\* *Texte publié dans L'Arche, février 1968.*

... Il advint, en ces jours-là, que Moïse, qui avait grandi, se rendit vers ses frères et vit les charges qui pesaient sur eux. Il vit aussi un Égyptien qui frappait un Hébreu, d'entre ses frères. Il se tourna de-ci de-là et vit qu'il n'y avait personne, il frappa l'Égyptien et l'enfouit dans le sable<sup>1</sup> ».

Cet épisode fameux a donné lieu au nombre habituel de commentaires. Rashi affirme qu'il n'y a pas eu assassinat, du fait que l'Égyptien avait couché avec la femme d'un Hébreu. L'esprit de son midrash semble être le suivant : Moïse ne faisait que défendre les siens ; l'Égyptien n'est pas un individu, mais l'être d'une oppression qui a pour conséquence inéluctable le viol physique et spirituel. N'empêche que Rashi croit utile de justifier Moïse.

Le recueil de légendes de Ginzberg est plus rassurant encore : avant de tuer l'Égyptien, Moïse réfléchit longuement, hésite, et voit (mais comment ?) que, l'Égyptien étant foncièrement mauvais, l'on ne peut espérer qu'il s'amende. Irrécupérable, l'Égyptien méritait bien son sort.

Pour le moderne exégète d'un Moïse en édition de poche<sup>2</sup>, cet épisode prouve que Moïse brise l'égoïsme de son «moi» et découvre le prochain - ses frères-en même temps que la violence. Et il ajoute curieusement que l'éloignement entre les hommes a disparu. Par une sorte d'accord tacite entre ces commentateurs,

l'on a décidé que le problème moral relatif au meurtre de l'Égyptien ne serait pas posé.

Il existe ainsi dans la tradition juive tout un courant apologétique, dont le trait marquant est qu'il s'efforce de ne donner qu'une interprétation glorieuse ou rassurante de faits qui ne le sont pas toujours, ou pas exclusivement. Cette tradition était pleinement justifiée à des époques où les Juifs, dispersés et humiliés, ne disposaient pour se défendre d'aucune arme – sinon du sentiment que leur cause était juste et leurs prophètes impeccables. Comme nous avions beaucoup moins de péchés que d'ennemis, nous pouvions bien laisser à ceux-ci le soin de dénombrer ceux-là.

La situation, aujourd'hui, n'est plus tout à fait la même. Les Juifs, eux aussi, ont appris à faire usage de la violence, et cette nouveauté, après vingt siècles d'existence désarmée, n'a visiblement pas été comprise par certains de nos intellectuels qui - contrairement à ce que faisait, par exemple, Martin Buber - se donnent pour fonction de renforcer à tout propos la bonne conscience de leurs lecteurs. N'écrivent-ils pas comme si les Juifs n'étaient encore que de pures victimes ou de généreux archanges ? Hélas ! cette idée qu'ils se font de leur fonction les range d'emblée au rang de propagandistes d'une certaine politique, dont ils se font, implicitement ou explicitement, les défenseurs.

Quand Joseph Agnon, prix Nobel de littérature, signe un manifeste où il demande que les provinces conquises soient purement et simplement annexées ; quand le Rav Kook affirme

1. Exode, li. 11-12.

2. André Neher. *Moïse ou la vocation juive*. Le Seuil (1956), 2007

que « la cession de territoires occupés serait un péché et un acte criminel (...) contraire à la Torah » ; quand André Chouraqui entonne un péan à la Jérusalem unifiée sans se demander ce que les habitants arabes de la ville pensent de cette unification ; quand on imprime, dans un précédent numéro de cette revue [l'Arche<sup>3</sup>] que la seule différence entre un village et un camp de réfugiés est d'ordre esthétique – le lecteur de bon sens est en droit de se demander ce que ces têtes pensantes font de leurs têtes et de leurs pensées. Car le rôle des intellectuels juifs n'est pas de fournir n'importe quelle justification à n'importe quel acte juif. Il est plutôt de se demander publiquement dans quelles conditions la morale peut encore trouver son compte dans un contexte où domine la violence. Par exemple : Israël a droit non seulement à l'existence, mais à la sécurité. Cela signifie que les frontières doivent être modifiées, et les modifications discutées au cours d'une négociation. Un Israélien a droit d'avoir libre accès aux lieux saints – c'est-à-dire au Mur des Lamentations et à quelques emplacements peu nombreux situés dans l'ancienne ville arabe. Mais la décision unilatérale d'annexer toute la vieille ville de Jérusalem déborde assez largement ce droit à la sécurité et ce droit de libre accès aux lieux saints. De sorte que lorsqu'on prétend ne rien demander d'autre que la négociation sans annexion, en laissant entendre toutefois que l'on annexera préalablement le Golan, Jérusalem et Gaza<sup>4</sup> – c'est-à-dire que sur ces points l'on a, en quelque sorte, négocié tout seul –, c'est une inconséquence grave qui donne aux États arabes un prétexte vraisemblable pour refuser

la négociation et la reconnaissance de l'État. C'est donc de la mauvaise politique, car, pour s'assurer l'appui de l'opinion internationale et d'une partie de la gauche, il faut administrer la preuve que l'intransigeance est tout entière du côté arabe.

Le rôle des intellectuels juifs, aujourd'hui, n'est plus seulement de démontrer la mauvaise foi des Arabes et de dénoncer leur obstination à refuser l'existence d'Israël : il doit être aussi de relever les inconséquences de la politique israélienne, et d'engager la polémique avec ceux qui pensent que la géographie biblique autorise les Israéliens à conserver définitivement les territoires acquis pendant la guerre des Six Jours. Mais, là-dessus, nos intellectuels observent le même silence pudique que certains commentateurs à propos du meurtre de l'Égyptien...

Il existe cependant un midrash dont l'auteur se demande pour quelle raison Moïse ne fut pas autorisé à entrer au pays de Canaan. L'une des réponses est justement qu'en frappant l'Égyptien, il avait commis une faute. Le midrash ne dit pas qu'il ne faut pas tuer quand c'est nécessaire : il reconnaît seulement que tout acte est à double face, et que la nécessité où l'on se trouve d'user de la violence n'abolit pas les conséquences de celle-ci : on en reste à jamais comptable.

Le rôle des intellectuels ne saurait être de brouiller cette comptabilité-là. Il consiste plutôt à l'établir avec clarté, même au prix de se rendre impopulaire. Et que l'on ne dise pas que ce serait faire ainsi le jeu de l'ennemi : cet argument n'a que trop servi chez les staliens à une époque qui n'est pas si lointaine. Ce qui fait avant tout le jeu de l'ennemi, ce sont les fautes politiques que l'on commet soi-même.

3. (n.d.e.)

4. À propos de Gaza. Voir le « plan de paix » du Mapam et les déclarations de M. Israël Galili, ministre israélien de l'Information, en date du 20 septembre 1967.

Par une coïncidence qui n'est, après tout, pas tellement fréquente, une offre *sincère* de négociation sans annexion – sans *aucune* annexion – est une offre où la morale et la politique se rejoignent. Quant aux nécessaires modifications du tracé des frontières, elles doivent, justement, faire l'objet de la négociation.

Au demeurant, ceux qui pensent que, chez les Juifs, tout ce qui est réel est à la fois rationnel, moral et politiquement habile ne seront jamais esseulés : il y aura toujours assez d'inconscients

parmi nous pour dire qu'il est intempestif de balayer devant sa porte et pour renforcer parmi les Juifs cette bonne conscience qui, sur le plan politique, n'a jamais produit que des désastres.

Extrait de *Richard Marienstras, Être un peuple en diaspora*, Éd. Les Prairies ordinaires, 2014.,*Préface* d'Élise Marienstras, *Postface* de Pierre Vidal-Naquet.

Avec l'aimable autorisation des éditions Les Prairies ordinaires